

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg
spra.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Strasbourg, le 22/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

B+T Energie France SAS

3 avenue de Strasbourg
68350 Brunstatt-Didenheim

Références : FR000000000217240
Code AIOT : 0003013459

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement B+T Energie France SAS implanté Route départementale 52 68490 Chalampé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- B+T Energie France SAS
- Route départementale 52 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0003013459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société B+T Energie France, exploite sur la plateforme chimique W-Europe de Chalampé une unité d'incinération de combustibles de substitution (CSR) et de déchets industriels d'une

puissance calorifique supérieure à 20MW. À ce titre cette installation est visée par l'annexe I de la directive n°2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté européenne.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2025

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Détermination des données d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article 27	Demande d'action corrective	3 mois
4	détermination des facteurs de calculs	Règlement européen du 19/12/2018, article 34.1. et 2.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	appareils de mesure pour la surveillance des émissions	Règlement européen du 19/12/2018, article 8	Sans objet
3	détermination des facteurs de calculs	Règlement européen du 19/12/2018, article 33.1. et 2.	Sans objet
5	détermination des facteurs de calculs	Règlement européen du 19/12/2018, article 32.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un nouveau plan d'échantillonnage à jour avec le changement de laboratoire est attendu de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : appareils de mesure pour la surveillance des émissions

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Intégrité de la méthode et de la déclaration des émissions
Prescription contrôlée : La surveillance et la déclaration des émissions visent le degré de précision le plus élevé possible, sauf si cela n'est pas techniquement réalisable ou entraînerait des coûts excessifs.
Constats : Dans le cadre des déclarations d'émissions, l'exploitant déclare les quantités de combustible consommées dans l'année. Il se base sur les mesures de deux ponts-basculés pour peser les livraisons de combustibles solides. Les deux ponts sont soumis à métrologie légale. L'exploitant a présenté les carnets de métrologie à jour et conformes des deux ponts-basculés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détermination des données d'activité

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, détermination des variations de stock
Prescription contrôlée : 2. Aux fins du paragraphe 1, point b), la quantité de combustible ou de matière transformée au cours de la période de déclaration est calculée en déduisant de la quantité de combustible ou de matière reçue au cours de la période de déclaration la quantité de combustible ou de matière sortie de l'installation, et en y ajoutant la quantité de combustible ou de matière en stock au début de la période de déclaration, moins la quantité de combustible ou de matière en stock à la fin de la période de déclaration.
Constats : Pour déclarer les quantités de combustible solides, l'exploitant prend en compte l'état des stocks en fin d'année. Le plan de surveillance (PdS) servant à cadrer les méthodes utilisées pour la déclaration des émissions, précise que le stock est déterminé au moyen de radars présents dans la fosse de l'installation. L'exploitant a expliqué que cette méthode n'était pas satisfaisante en termes d'incertitude. En 2025, l'état du stock de combustible solide de récupération (CSR) en fin d'année sera réalisé par une mesure de hauteur effectuée après avoir totalement aplani le tas de CSR. L'incertitude sur le stock contribue faiblement à l'incertitude globale sur le niveau d'activité en raison de la faible quantité de CSR stockable (moins de 5% de la quantité annuelle consommée).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La nouvelle version du PdS couvrant l'année 2025 devra faire mention de la nouvelle méthode mise en place par l'exploitant pour déterminer l'état de stock du CSR en fin d'année. Il est demandé à l'exploitant de transmettre cette dernière version avant le 30/04/2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : détermination des facteurs de calculs

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 33.1. et 2.
Thème(s) : Risques chroniques, plan d'échantillonnage
Prescription contrôlée : 1, Lorsque les facteurs de calcul sont déterminés au moyen d'analyses, l'exploitant, pour chaque combustible ou matière, soumet à l'approbation de l'autorité compétente un plan d'échantillonnage, sous la forme d'une procédure écrite, qui précise les modalités de préparation des échantillons, et en particulier les responsabilités, ainsi que les lieux, les fréquences de prélèvement, les quantités à prélever et les méthodes de stockage et de transport des échantillons. L'exploitant veille à ce que les échantillons prélevés soient représentatifs du lot ou de la période

de livraison concernés et exempts de biais. Les principaux éléments du plan d'échantillonnage sont convenus avec le laboratoire réalisant les analyses du combustible ou de la matière en question, et la preuve de cet accord figure dans le plan. L'exploitant met le plan à disposition aux fins de la vérification au titre du règlement d'exécution (UE) 2018/2067.
<p>Constats :</p> <p>Pour déterminer les facteurs de calcul permettant de convertir les quantités de combustibles en tonnes de CO2 émises, l'exploitant fait réaliser des analyses régulières sur les combustibles livrés. L'exploitant a déclaré effectuer une analyse toutes les 500t et par fournisseur. Il a présenté plusieurs rapports portant sur des livraisons effectuées en octobre, novembre et décembre.</p> <p>L'exploitant a également présenté le local dans lequel les échantillons étaient préparés et stockés avant envoi vers le laboratoire d'analyse.</p> <p>Le plan d'échantillonnage signé par le laboratoire prestataire avait été joint par l'exploitant au PdS déposé sur la plateforme Démarches Simplifiées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : détermination des facteurs de calculs

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 34.1. et 2.
Thème(s) : Risques chroniques, Recours aux laboratoires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1, L'exploitant veille à ce que les laboratoires auxquels il est fait appel pour réaliser les analyses en vue de la détermination des facteurs de calcul soient accrédités conformément à la norme EN ISO/IEC 17025 pour les méthodes d'analyse en question.</p> <p>2. Il ne peut être fait appel à des laboratoires non accrédités conformément à la norme EN ISO/IEC 17205 pour la détermination des facteurs de calcul que si l'exploitant peut prouver de manière concluante à l'autorité compétente qu'il n'est pas techniquement possible de faire appel aux laboratoires visés au paragraphe 1, ou que cela entraînerait des coûts excessifs, et que les laboratoires non accrédités répondent à des exigences équivalentes à celles définies dans la norme EN ISO/IEC 17025.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pu présenter les certificats EN ISO/IEC 17025 du laboratoire ayant effectué les analyses en 2024, le laboratoire n'étant pas certifié. L'exploitant a expliqué qu'un nouveau prestataire réalise les analyses depuis janvier 2025. Ce laboratoire est certifié et le plan d'échantillonnage est en cours de validation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément à la réglementation l'exploitant doit transmettre le plan d'échantillonnage mis à jour et signé par le prestataire. Il est demandé à l'exploitant de le transmettre avant le 28/02/2025. Le PdS devra être mis à jour suite au changement de prestataire.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : détermination des facteurs de calculs

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 32.3
Thème(s) : Risques chroniques, Détermination des facteurs de calcul par analyse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des analyses ne sont utilisés que pour la période de livraison ou pour le lot de combustible ou de matière pour lesquels les échantillons ont été prélevés et dont ils sont censés être représentatifs.</p> <p>Pour la détermination d'un paramètre donné, l'exploitant utilise les résultats de toutes les analyses effectuées qui se rapportent à ce paramètre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la feuille de calcul du facteur d'émission. L'exploitant a déclaré que les analyses sont effectuées par fournisseur et toutes les 500 tonnes. Un facteur d'émission par fournisseur est obtenu en calculant la moyenne des résultats d'analyse par fournisseur. Le facteur d'émission déclaré est ensuite calculé par une moyenne pondérée aux quantités consommées de combustible par fournisseur.</p> <p>L'installation consomme des déchets d'activité économique et du CSR. Dans la déclaration d'émission l'exploitant ne distingue pas ces deux flux. L'exploitant a expliqué que les combustibles solides, une fois livrés, étaient ensuite mélangés et homogénéisés. Les opérations d'homogénéisation ont pu être constatées lors de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite